

## Questions orales

[Français]

## L'AGRICULTURE

LES CONSÉQUENCES DE LA GRÈVE DES DÉBARDEURS SUR LES APPROVISIONNEMENTS EN GRAINS DE PROVENDE—LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

**M. Yves Caron (Beauce):** Monsieur le président, je désire poser une question au ministre de l'Agriculture sur les problèmes de l'approvisionnement en grains de provende causés par la grève des débardeurs dans les ports de Montréal, Trois-Rivières et Québec.

Tout à l'heure, des questions ont été posées. Je me suis renseigné: le port de Québec n'aurait plus de grains de provende. Le ministre peut-il dire à la Chambre si de nouveaux événements sont survenus, afin que les producteurs agricoles de la région de Québec ne soient pas les victimes de cette situation?

[Traduction]

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, la situation n'a pas changé. Je le répète, j'attends un rapport à jour des fonctionnaires de mon ministère et des fonctionnaires de l'Office canadien des provendes. Dès que j'en disposerai, je le communiquerai aux députés que la chose intéresse.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA QUESTION D'UNE ENTENTE ENTRE LA FRANCE ET LE CANADA AU SUJET DE L'ARRAISonnement DU «GREENPEACE III»

**M. Stuart Leggatt (New Westminster):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. D'après des informations de ce matin, l'amiral français chargé des opérations sur les lieux des expériences nucléaires du Pacifique avait reçu l'assurance que les autorités canadiennes n'exerceraient pas de représailles en cas d'arraisonnement du navire canadien *Greenpeace III*. Le ministère voudrait-il dire à la Chambre s'il effectue une enquête sur cette grave allégation de collusion?

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, j'ai également entendu ces informations et je me renseigne à ce sujet.

**M. Leggatt:** Le ministre peut-il, à la suite de cette enquête, dire à la Chambre que les autorités canadiennes n'ont en aucune manière été de connivence dans cet acte de piraterie de la part du gouvernement français?

**M. MacEachen:** Lorsque j'aurai reçu les renseignements demandés, je me ferai un plaisir de les transmettre au député et je ferai les déclarations imposées par les circonstances.

\* \* \*

## LES TRAVAUX PUBLICS

LE PROJET D'AMÉLIORATION DE LA RIVIÈRE DES OUTAOUAIS POUR LA NAVIGATION DE PLAISANCE—LE DÉPÔT DU DEVIS

**M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton):** Ma question s'adresse au ministre des Travaux publics, et figure parmi celles que je lui ai notifiées. Étant donné que son ministère a confié au bureau d'ingénieurs-conseils Pluritec, le 13

[M. Richardson.]

juillet 1973, la mission d'estimer le coût des travaux nécessaires pour favoriser la navigation de plaisance sur la rivière des Outaouais, à l'ouest d'Ottawa, le ministre peut-il dire si cette étude est terminée, s'il est en mesure de la déposer, et si le gouvernement a pris une décision quelconque à la suite de cette étude?

**L'hon. C. M. Drury (ministre des Travaux publics):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas vu cette étude. Je ne sais donc pas s'il y aurait lieu de la déposer. Je serai heureux de m'informer et de renseigner ensuite le député.

\* \* \*

## LES ARTS D'INTERPRÉTATION

LA SUBVENTION ACCORDÉE À L'ÉCOLE DE MUSIQUE DE LA VILLE DE VANCOUVER—LES MOTIFS DU REVIREMENT D'OPINION DU GOUVERNEMENT

**M. Bill Clarke (Vancouver Quadra):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Il annonçait la semaine dernière à Vancouver, avec l'autre ministre représentant la Colombie-Britannique, que le gouvernement fédéral accorde une subvention d'un tiers de million de dollars à l'école de musique de la Ville de Vancouver, alors qu'il y a deux mois le secrétaire d'État affirmait que cette école ne satisfaisait pas aux conditions imposées, malgré les interventions favorables faites par des députés des deux côtés de la Chambre. Peut-il alors nous dire quelle influence particulière les deux ministres de la Colombie-Britannique ont pu faire jouer pour faire renverser la décision du cabinet...

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Magnifique!

**M. Clarke (Vancouver Quadra):** ... décision annoncée par le secrétaire d'État, et pourquoi ces deux ministres de Colombie-Britannique ont tant attendu pour mettre en œuvre cette influence?

\* \* \*

## LA MAIN-D'ŒUVRE

LES PROGRAMMES PERSPECTIVES-JEUNESSE ET D'EMPLOIS DÉTÉ POUR LES ÉTUDIANTS—LA POSSIBILITÉ DE COMPRESSION DES CRÉDITS

**M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et en fait fait suite à un certain nombre de questions posées précédemment. Étant donné que le taux de chômage pour le mois de mars cette année chez les Canadiens de moins de 25 ans est déjà de 4 p. 100 plus élevé que l'an dernier à la même époque et promet de s'aggraver d'ici à cet été, le gouvernement a-t-il l'intention de revenir sur sa décision de geler le budget qu'il consacre aux emplois d'été pour étudiants et de comprimer les crédits alloués au programme Perspectives-Jeunesse pour cette année?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, j'ai l'intention de faire une déclaration très prochainement à ce sujet.